



# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste  
Paris 11-12-20

Lundi 1er avril 2024

## FAIRE PAYER LES CAPITALISTES, PAS LES CHÔMEURS

***Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.***

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an

que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défilier avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

## **Ce n'est pas un poisson d'avril avarié**

Au retour du week-end prolongé, voilà qu'on nous annonce à l'îlot Breguet que nous devrions faire la sécable inopinée ? Tout ça parce que la direction ne veut pas embaucher !

La Poste n'a pas de limite pour nous surcharger, c'est à nous de lui mettre le holà.

## **Crise d'autoritarisme ?**

Aux îlots, la direction a décidé de ne pas nous laisser partir en deuxième tournée avant 13h45.

Notre santé la préoccupe ? Ou la pause méridienne bien méritée ?

Eh non, c'est un paquet cadeau avec les pressions sur la pose de nos congés, la sécable inopinée, la deuxième présentation, les étiquettes d'instance pas « écolos »... Pour calmer ses ardeurs, rien de tel qu'une réaction collective de la part de nous tous.

## **Crise d'autoritarisme bis**

La semaine dernière on nous a dit qu'il fallait enlever les machines à café, soit disant pour notre sécurité.

Dans ce cas, il faudrait interdire tous les appareils qui fonctionnent à l'électricité – les ETF ? –, la myriade de fils qui traînent par terre et surtout les hauts cadres de La Poste qui font monter notre tension.

## **6 000 emplois en moins**

En 2023, 6 000 emplois ont été supprimés à La Poste et 300 guichets fermés. C'est l'équivalent de deux usines automobile fermées !

La direction met la pression pour faire travailler plus ceux qui restent, son but est nous faire suer les centaines de millions de bénéficiaires qu'elle tire chaque année. Les postiers n'ont rien à gagner de cette exploitation, tout à gagner de la combattre ensemble.

## **Le grisbi de la Mutuelle convoité**

L'assureur CNP-Assurance, dont La Banque Postale est actionnaire à 100 %, va racheter 65 % d'une filiale de la Mutuelle Générale (la MG, celle des postiers). La santé est un marché juteux pour les capitalistes et la CNP veut y investir.

Comme les mutuelles ne sont pas à vendre, MG et CNP-Assurance passent par une astuce en créant une filiale, LMG Assurances, et y transfèrent 1 million d'adhérents, dont nous, les postiers en contrat obligatoire. Seuls les adhérents retraités de La Poste et de France Telecom (aujourd'hui Orange) seraient encore gérés par la MG. Forcément, les retraités ça rapporte moins et la CNP vise le pactole !

C'est une énorme opération financière dans le secteur de la santé. Nos cotisations ont déjà augmenté et les remboursements diminués, le seul but des compagnies d'assurance étant de se faire du fric, on laisse présager la suite.

## **Un logement pour tous, c'est le minimum**

140 000 personnes sont menacées d'expulsion en ce début de mois d'avril qui sonne la fin de la trêve hivernale. Et parce qu'il ne suffit pas au gouvernement de mettre les travailleurs en difficulté à la rue, depuis la loi anti-squatteur de 2023, ils sont punis pour infraction à hauteur de 7 500 euros.

Imposer de telles amendes à des gens qui ne peuvent pas payer leur loyer, c'est criminel. Comme est criminelle la politique d'expulsion d'un gouvernement qui ne cache décidément pas qu'il fait la guerre aux pauvres.

## **Poutine appelle 150 000 Russes de 18 à 30 ans à faire leur service militaire**

Le président russe a rendu public ce dimanche 31 mars un décret précisant les contours de la conscription de printemps. Si Moscou affirme que les nouveaux conscrits ne combattront pas en Ukraine, ce nouvel appel intervient « dans un contexte de rumeurs généralisées d'une nouvelle vague de mobilisation pour l'offensive en Ukraine », observe la presse étrangère. Voilà le sort réservé aux jeunes. Service militaire et demain... mourir dans les tranchées sur le front.

Ca fait comme écho aux appels va-t-en-guerre de Macron il y a quelques semaines.

## **Israël : des milliers de manifestants contre Netanyahu**

Pour la deuxième fois en deux jours, des milliers de manifestants se sont rassemblés devant le parlement israélien à Jérusalem pour demander la démission du Premier ministre. Ces manifestations ont été marquées par des affrontements avec les forces de l'ordre. Les organisateurs ont prévenu qu'ils descendraient dans la rue tous les soirs les prochains jours pour exiger la démission de Netanyahu, le retour des otages et la paix. Si l'immense majorité des manifestants reprochent à Netanyahu sa fuite en avant guerrière à Gaza et le fait qu'il s'accroche au pouvoir pour tenter d'échapper aux poursuites judiciaires dont il est l'objet, seule une minorité fait le lien entre la situation politique actuelle et l'oppression que subit le peuple palestinien depuis 75 ans. Or tant que perdurera cette oppression, il n'y aura pas de paix possible pour les israéliens.